



EDITO

Ensemble dans l'action, nous pouvons faire des merveilles !	page 1
Convergence des hôpitaux en lutte !	page 2
Les conseillers du salarié de Solidaires	page 3
A Claudine	page 3
Usagers, contribuables, votre service public est en danger	page 4
Un seul gestionnaire : la Sécu	page 5
PSA - Nous déposerons des listes aux élections	page 6
Action Services publics à Guéret les 12 et 13 juin prochains	page 8

Ensemble dans l'action nous pouvons faire des merveilles !

Une fois n'est pas coutume, commençons par signaler à nos lecteurs que le prochain comité départemental de notre union Solidaires Calvados se réunira le vendredi 26 juin prochain en après-midi et devra élire un nouveau ou une nouvelle délégué(e) départemental(e). Ce sera l'occasion aussi de faire le bilan de l'année écoulée et de débattre de l'avenir.

Un certain nombre de médias ont cherché à dévaloriser les actions du 1er mai. Pour nous, ces actions ont été de bonne qualité, supérieures à bien d'autres dans les années passées.

Le 9 avril a été une bonne journée d'action contre l'austérité. Certes nous savons qu'il va falloir bien plus de mobilisation pour obliger le gouvernement à changer de politique, mais il est important de lui montrer que le désaccord avec la politique menée est fort.

L'union syndicale Solidaires vient de publier un tract de 4 pages « Pourquoi la crise, les dettes et les politiques d'austérité européennes sont tout sauf une fatalité ? Quelques éléments pour comprendre cette immense arnaque ». Surtout lisez-le et faites-le lire autour de vous. C'est par nos mobilisations solidaires en France et en Europe que nous ferons reculer nos gouvernements et la Troïka.

Il est nécessaire actuellement de soutenir les grecs qui ont choisi de changer de politique mais qui ont du fil à retordre avec des dirigeants européens.

N'oublions pas non plus l'action de Guéret les 13 et 14 juin prochain pour la reconquête des services publics. Nous voulons changer la société ; les services publics sont un outil de transformation sociale.

Ensemble dans l'action nous pouvons faire des merveilles !





Convergence des hôpitaux en lutte !

A Caen le dialogue martial...

Le mouvement des hôpitaux en lutte trouve son origine le 4 avril 2014 alors que 40 établissements de santé se réunissent pour une première Assemblée Générale des hôpitaux à l'EPSM de Caen, un établissement qui mènent depuis des mois une lutte emblématique contre des mesures d'austérités imposées par une direction qui ira jusqu'à faire appel aux forces de l'ordre pour la réprimer dans les murs mêmes de l'hôpital !



Combattre l' « Hôstérité » !

L'Hôstérité comme néologisme des attaques néolibérales que subi notre système de santé depuis des mois, des années!

« Partout en France les hôpitaux souffrent des mêmes maux, des budgets toujours en baisse qui ne couvrent pas toutes les dépenses... » l'appel lancé ce jour-là trouvera son écho dans ce qui est devenu depuis la « convergence des hôpitaux en lutte contre l'hôstérité »,

Il est urgent d'unir nos forces !

La « convergence des hôpitaux en lutte contre l'hôstérité » se veut être un outil démocratique facilitateur de résistance que cela soit au niveau local, national voire international.

Elle a lancé en février 2015 un appel à toutes les fédérations de la santé et du social dans la perspective d'élaborer collectivement et en urgence un processus de luttes coordonnées contre les politiques d'austérité. A l'heure où cet article est rédigé, seule la Fédération Sud Santé sociaux y a répondu favorablement.

Mail : Convergencehopitauxenlutte@gmail.com

Facebook : <https://www.facebook.com>

Twitter : [Hopitaux@EnLutte](https://twitter.com/Hopitaux@EnLutte)

Blog : hopitauxlutte.over-blog.com



Les conseillers du salarié de Solidaires

Frank Desclos (Union syndicale SOLIDAIRES),
employé d'immeuble.
13 avenue Robert Schuman
14 000 Caen
Tel : 06 48 57 80 27 02-31-74-73-49
Email : fam.desclos@wanadoo.fr

Valérie Richeux (Union syndicale SOLIDAIRES),
travailleuse sociale
SUD santé sociaux
Le Douet Patra
14210 Le Locheur
tel: 06 19 12 42 81
Email : val.harel@laposte.net

Serge Hector (Union syndicale SOLIDAIRES),
travailleur social
SUD santé sociaux
11 avenue Georges Brassens
14840 Démouville
Email : sudapaei@free.fr ou sergehector@aliceadsl.fr
Tel : 06/51/55/75/24

Danielle MORVANT (Union syndicale SOLIDAIRES),
retraîtée.
SUD INDUSTRIES
1, Rue des Monts
14 790 Verson
Tel : 06.61.11.96.32
Sud industries : 02.31.24.23.36

Éric FANGNIGBE (Union syndicale SOLIDAIRES),
rotomouleur.
SUD INDUSTRIES
8 rue du Benagle
14 000 CAEN
Tel : 06.16.57.82.95
Email : f.eric@libertysurf.fr

Didier CARDIN (Union syndicale SOLIDAIRES),
chauffeur livreur.
SUD INDUSTRIES
7 chemin des Perrelles
14400 Sommervieu
06.95.85.27.31
02.31.22.99.37

A Claudine

Partie de ta Lorraine natale en 1999 pour venir travailler sur Caen, tu as très rapidement adhéré au syndicat SUD Protection Sociale de la Basse Normandie toi qui avais compris que le collectif est plus Humain que l'individualisme parce que le premier unit les hommes alors que le second, les oppose, les divise.

Ceux qui t'ont côtoyée dans les diverses structures syndicales ont pu apprécier ta disponibilité, ta soif d'apprendre, de progresser parfois, souvent en dehors d'un certain confort, celui de l'immobilisme. Certains d'entre nous connaissent la place, le rôle que tu as tenue dans certains domaines où tu ne ménageais pas ta peine, où tu prenais de ton temps pour aller au bout des choses.

Tu n'étais pas dans le discours, les discours mais bien dans l'action, TOI, tu agissais.

Les camarades de la Protection Sociale et plus particulièrement ceux de la CAF ont pu apprécier ton implication qui a été la tienne en tant que militante SUD auprès des différents collègues quand ils venaient vers toi pour te demander conseils parfois plus..

Tu essayais de défendre leurs intérêts en oubliant de défendre les tiens.

Ils savent le manque que tu as laissé dans ce domaine dès que la maladie s'est acharnée sur toi.

Tous garderont dans leurs souvenirs ta disponibilité sans réserve.



Usagers, contribuables

Votre service public est en danger

Aujourd'hui vous vous présentez à un centre des finances publiques pour avoir des renseignements auprès des agents des finances publiques.

Or ce service de proximité est en danger aux motifs de réduction de la dépense publique (*alors que la fraude fiscale est estimée à 60/80 milliards d'euros*) qui se traduit dans notre administration par une volonté assumée de «désintoxiquer» l'usager du guichet en passant par une réduction drastique des horaires d'ouvertures (*30 heures de réception par semaine en 12/2014, mais seulement 16 depuis février 2015 pour les communes de moins de 10 000 habitants*) !

Ce service est en péril au prétexte du développement d'autres canaux d'accès notamment les services en ligne de notre administration sur impots.gouv.fr.

Pour Solidaires Finances Publiques (1ère organisation à la DGFIP), la dématérialisation ne doit pas condamner l'accès direct de plus en plus sollicité (6 millions de visites et 3 millions d'appels en 2014 !)

L'administration veut obliger tous les contribuables à déposer leurs déclarations par Internet.

Cela pose de nombreuses questions d'accès, d'assistance, de confidentialité, de sécurité des données personnelles et de coût pour l'usager !

Chacun doit pouvoir choisir, où qu'il se trouve, son mode d'accès aux services de l'administration et doit bénéficier d'un service rendu du meilleur niveau qu'il soit.

Au fil des années, les services de proximité disparaissent de nos territoires et les trésoreries locales sont fermées les unes après les autres (*1 200 trésoreries fermées depuis 12 ans dont 5 dans le Calvados entre 2009 et 2015*). Désormais, d'autres services sont menacés par la concentration de missions tels que les Services des Impôts des Entreprises, le Cadastre, les Services de Publicité Foncière.

Pour les agents des finances publiques, il n'est pas acceptable de réduire l'action publique et ses services alors que les citoyens ont besoin de ces derniers dans le contexte économique et social dégradé qu'ils subissent.

C'est pourquoi nous exigeons le maintien des services publics de proximité qui répond à un besoin légitime de nos concitoyens.

Une Force pour tous les agents de la DGFIP

Journal, nouvelle formule ?

8 rue Ampère
14123 Cormelles le Royal
Téléphone : 02 31 24 23 36
Tarif com. locales : 09 79 03 13 95
Mel : syndicatssolidaires-bn@orange.fr
Directrice de la publication : Danielle Morvant
Mensuel
Prix public : 1 euro - Imprimé par nos soins

Si cette formule vous convient, vous pouvez nous faire parvenir vos tracts, articles et nous essaierons de les résumer pour en faire un article **sous votre contrôle bien entendu**. Si vous souhaitez rédiger vous-mêmes un article : pas plus de 2000 signes. Et bien entendu une photo peut-être la bienvenue.

Envoi à syndicatssolidaires-bn@orange.fr

POUR DEFENDRE, ET AMELIORER NOTRE PROTECTION SOCIALE : un seul gestionnaire : la Sécu.

La mise en cause des recettes de la Sécurité Sociale.

Le chômage, la précarité et le blocage des salaires et des pensions réduisent la rentrée des cotisations sociales. C'est le cas aussi par les exonérations, les cotisations non payées par les patrons, l'État employeur etc....

Alors que la Sécurité Sociale est exemplaire pour sa gestion, il n'en est pas de même pour les assurances, banques et organismes de prévoyance, ni pour la plupart des mutuelles de santé.

Du scandale des taux de gestion*.....à celui de la complémentaire santé obligatoire.

4,5% pour la Sécu, 28% pour les assurances ; 21% pour les mutuelles et 18% pour la prévoyance...

La dualité Sécurité Sociale / complémentaires augmente les coûts de gestion

La Sécurité Sociale (CNAMTS, etc.) rembourse 75,5% des soins, pour 7,2 milliards € de frais de gestion.

Les organismes complémentaires remboursent 13,7% des soins, pour 6,2 milliards € de frais de gestion

Source : Conseil d'analyse économique – avril 2014

L'Etat n'a pas eu l'idée de faire des économies sur les taux de gestion exorbitants. Pourtant, la bonne gestion de la Sécurité Sociale est près de 5 fois plus efficace que celles des organismes complémentaires. Il préfère vider les poches des assurés sociaux !

* les taux de gestion ce sont les coûts de fonctionnement (informatique, papier, salaires) auxquels s'ajoutent les dividendes versés aux actionnaires en ce qui concerne le privé.

Vers une prise en charge à 100% par la Sécurité Sociale : la fin des délégations de gestion !

Pour commencer, il faut cesser de déléguer la gestion de prestations de la Sécurité Sociale à des complémentaires. En effet, aujourd'hui l'Assurance Maladie à l'obligation de déléguer une partie de son travail à des mutuelles (MGEN, LMDE,....). Elle paye cher ce « service » !

L'urgence du régime étudiants

Solidaires rejoint la demande de l'UFC-Que Choisir et de syndicats étudiants concernant le régime étudiants : « La gestion du service public de la Sécurité Sociale des étudiants est confiée aux mutuelles étudiantes. Ce système, unique au monde, s'avère complexe pour les étudiants, inefficace dans sa gestion et coûteux. Alors qu'elles absorbent plus de 90 millions d'euros de frais de gestion par an, jusqu'à 93 % des appels qu'elles reçoivent ne sont pas traités, et le tiers des étudiants attend plus de 3 mois sa carte Vitale. Cette inefficacité criante détériore l'accès aux soins des étudiants, dont 27 % ont déjà renoncé à voir un médecin. » Nous demandons la fin de la délégation de service public aux mutuelles étudiantes et leur intégration au régime général de Sécurité Sociale.

Pour économiser de nombreux milliards d'€, pour mettre fin au scandale des taux de gestion excessifs, agissons pour que notre santé soit prise en charge totalement par la Sécurité Sociale.

En ce sens, les Inspections Générales des Finances (IGF) et des Affaires Sociales (IGAS), au motif des coûts de gestion, préconisent la fin des délégations du régime obligatoire accordées aux mutuelles de fonctionnaires.

« L'extension de l'accès aux complémentaires prend la forme d'une généralisation des contrats de groupe à tous les salariés du privé à l'horizon 2016 (complémentaire obligatoire imposée par l'ANI -accord national interprofessionnel- pour chaque entreprise).

Cette mesure, qui va coûter plusieurs milliards d'euros, va dégrader la situation des affiliés à un contrat individuel. En effet, vont sortir de leur périmètre de mutualisation des salariés qui sont en moyenne plus jeunes et en meilleure santé que ceux qui resteront dans le champ des contrats individuels : on peut prévoir un renchérissement des contrats complémentaires individuels. »

Conseil d'analyse économique – avril 2014

Pire, en voulant développer la « complémentaire santé », l'Etat compromet la situation financière de la Sécu et accroît les inégalités. Cherchez l'erreur ! Beaucoup de mutuelles tournent le dos aux principes mutualistes **Le projet de complémentaires vise à démanteler la Sécurité Sociale !**

POUR GAGNER MOBILISONS-NOUS !

**C'est fait ! Nous déposerons des listes aux Élections
des représentants du personnel de Juin.
Ça va changer !!!**

Sud Solidaires est désormais avec vous au sein de l'usine ! Ensemble nous allons pouvoir peser dans le site pour un syndicalisme de proximité avec les salariés.

Au mois de juin prochain il y aura les élections professionnelles, c'est maintenant que nous devons faire changer les choses.

N'écoutez pas certains syndicats qui disent que si **Sud Solidaires** gagne les élections, l'usine fermera ses portes.

Depuis des années notre syndicat **Sud Solidaires Industries** est présent dans de nombreux sites de la région comme par exemple : Renault Trucks, Bosch, Masselin...

Les délégués **Sud Solidaires** construisent chaque jour l'amélioration des conditions de vie et de travail pour les salariés et la défense des emplois. Enfin, dans le Calvados **Sud Solidaires** est le 3^{ème} syndicat représentatif avec 18,8 % des voix.

Dialogue social :

Après nous avoir contestés devant le Tribunal de Caen, la direction a finalement choisi de se désister d'instance et d'action. La direction a enfin compris qu'elle ne pourra pas empêcher les salariés d'exprimer leur volonté de changement en Juin prochain...

Week-end et jours fériés - pas de répit :

Après nous avoir fait subir du chômage technique, on nous oblige à venir travailler les jours fériés sans nous demander notre avis et en nous disant :

« De quoi vous vous plaignez ? Vous devriez être contents d'avoir du boulot... »

C'est oublier un peu vite que les salariés ont une vie de famille ! Vous n'avez pas le droit de nous retirer notre liberté de choisir, nous ne sommes pas des moutons ! Travailler plus, mais uniquement sur la base du volontariat ! Nous ne voulons pas perdre notre vie à la gagner pour que certains se versent des salaires d'environ 9 000 € par jour. De tels salaires sont une insulte à la misère.

**ON VEUT PAS
TRAVAILLER PLUS
ON VEUT ARRETER
DE GAGNER MOINS**

Le salaire du patron en hausse « plus 211% »

Le PDG Carlos TAVARES a touché un salaire à plus de **2 millions d'€uros** l'année dernière (1 131 394€ de salaire fixe ainsi qu'une part variable de 1.615.919 €). C'est tout simplement **scandaleux ! Et nous alors c'est pour quand « plus 211% » ?**

Il a redressé le groupe en fermant des usines et en liquidant des milliers de personnes de l'entreprise. Les salariés ont le droit aussi de gagner plus, pour tous les efforts qui sont fait chaque jour.

Philippe Varin (L'ex-patron de PSA) touchera bien une retraite chapeau

L'ancien président du directoire de PSA Philippe Varin touchera bien une retraite chapeau de **300.000 euros par an (en plus de sa retraite) à vie !** Alors même qu'il avait déclaré y renoncer en 2013 quand il a quitté PSA.

Le groupe va mal, il faut faire des sacrifices... mais eux n'en font pas...

Polyvalence...plus de travail

La polyvalence n'a qu'un objectif : supprimer des postes et saturer de travail les salariés pour augmenter uniquement les salaires des dirigeants.

L'entreprise est en crise ! La faute à qui ? Au grand stratège du groupe ! C'est eux qui nous ont mis dans cette situation que nous subissons depuis trop longtemps.

Aujourd'hui le groupe commence à aller un peu mieux, et ils en profitent pour se récompenser à coup de millions en nous jetant quelques miettes, alors que c'est le travail de tous qui permet de faire tourner l'entreprise.

Le retour de « L'OVER-TIME... allongement des journées de travail » :

Il y a quelques mois la direction a essayé de nous imposer « l'over-time ». Après une période de silence, la direction attend la fin des élections pour remettre le sujet sur la table, ne prenant nullement en compte les conséquences que cela aura sur la vie de famille des salariés.



Sud Solidaires invite les salariés qui veulent que ça bouge aux élections de Juin prochain à nous rejoindre. Vous pouvez contacter votre représentant syndical :

Par mail : sud.psacaen@yahoo.com

Par téléphone : **06.03.63.83.50**



**TOUS ENSEMBLE A GUERET LES 13 et 14 JUIN
POUR LA RECONQUETE DES SERVICES PUBLICS !**

TOUTES ET TOUS A GUERET

**LE 13 JUIN - 15h POUR UNE MANIFESTATION NATIONALE
LE 14 JUIN POUR LE LANCEMENT D'ASSISES NATIONALES ET
D'UN MANIFESTE DES SERVICES PUBLICS DU XXIème siècle**

Le gouvernement diminue la voilure des services publics en les plaçant sous le joug d'une cure d'austérité sans précédent : 50 Mds€ de réduction des dépenses publiques d'ici 2017 soit 20 Mds€ pour la protection sociale, 19 Mds€ pour l'Etat, 11 Mds€ pour les collectivités territoriales. Il a même encore alourdi cette ponction drastique de 4 Mds€

Les services publics, pour la redistribution des richesses

Nous refusons les privatisations, la marchandisation du service public. Quand l'action publique disparaît, c'est le secteur marchand qui prend le pas, c'est l'argent qui gagne et c'est le citoyen qui perd !

Le service public permet à chaque citoyen, y compris aux plus fragiles, d'accéder aux biens et services indispensables à la satisfaction des besoins sociaux. Il est un pilier de notre modèle social et représente un facteur très important d'égalité.

Les services publics, pour l'emploi public

Au sein des services publics, il y a des femmes et des hommes qui les servent pour le compte de l'intérêt général. Battons-nous pour l'emploi public, contre les suppressions d'emplois des secteurs déclarés non prioritaires par le gouvernement et contre la précarisation de l'emploi public. Il y a près de un million d'agents publics contractuels sur 5,5 millions d'agents publics ! Les agents publics doivent être des fonctionnaires titulaires. Battons-nous pour l'intégration de tous et toutes dans le statut général de la fonction publique, garant d'indépendance et d'égalité de traitement des usagers dans l'exercice des missions de service public.

Nous voulons changer la société.

Les services publics sont un outil de transformation sociale !